

« La productivité n'est pas un gros mot ! »

Lors du récent conseil des délégués des anciens exploitants du Bas-Rhin, la conférencière Marie Casenave-Péré est intervenue sur la place de la France sur l'échiquier alimentaire mondial. Une place qui risque de se réduire comme peau de chagrin sans un changement de cap de la politique agricole européenne et nationale.

Quelle sera la demande alimentaire mondiale en 2050 ? Et comment la France peut-elle répondre à cette demande ? C'est à ces interrogations que Marie Casenave-Péré a apporté des éléments de réponse, lors de son intervention devant les délégués des anciens exploitants bas-rhinois. La conférencière a passé en revue des faits récents, révélateurs des bouleversements géopolitiques et climatiques en cours : les émeutes de la faim en avril 2008, la sécheresse en Alsace, récurrente depuis 2018, les incendies, de plus en plus virulents, les inondations en Allemagne en 2021, dans le Pas-de-Calais en 2023 et 2024, la crise sanitaire du Covid et enfin la guerre en Ukraine. « Tous ces événements impactent directement ou indirectement la production agricole, entraînant une volatilité des prix et provoquant des problèmes logistiques, des pénuries. Notre sécurité alimentaire peut être mise en péril. » Pour Marie Casenave-Péré, « la sécurité alimentaire est une question permanente, y compris dans les pays riches, mais on l'avait un peu oubliée. Cela déstabilise un État et peut provoquer des phénomènes de migration. »

La production alimentaire ne doit pas faiblir

La croissance démographique (9,7 milliards d'habitants en 2050), l'explosion de l'espérance de vie (de

47 ans en 1950, elle est passée à 73 ans aujourd'hui) et l'urbanisation galopante accentuent la pression. « En 2050, plus des deux tiers de la population habiteront en ville. » À cela s'ajoute l'augmentation du niveau de vie des classes moyennes, avec une consommation accrue de viande. « Entre 1961 et 2006, la demande en calories alimentaires a augmenté de 180 %. Les prochaines années, il faudra l'augmenter de 56 %. Il ne faudra pas mollir, du point de vue de la production alimentaire ! »

Comment répondre à cette augmentation de la demande, alors que la surface agricole utile par terrien ne cesse de baisser ? Elle est passée de 1,4 ha à 0,6 ha en 2017 et tombera à 0,50 ha d'ici 2050. « La productivité n'est pas un gros mot, il faudra l'augmenter, notamment en Afrique et en Asie. C'est là que les efforts doivent porter. Pour cela, il faut des terres fertiles, de l'énergie, des intrants, de l'eau, des techniques, des infrastructures qui fonctionnent et un soutien de l'État. » La planète agricole est très inégalitaire, de ce point de vue. « En France, nous sommes privilégiés, car nous pouvons produire de tout. » La terre compte 1,3 milliard de paysans, dont 1 % en Europe. Un tiers de l'humanité est constitué de paysans et de leur famille. 1 milliard de paysans travaillent à la main, sans animaux et sans tracteur. Seuls 28 millions possèdent un tracteur.

Dans cet univers inégalitaire, quelle dépendance des populations aux échanges agroalimentaires mondiaux ? « Nous sommes passés d'une insuffisance alimentaire au sortir de la guerre à une dépendance croissante au commerce alimentaire mondial. 80 % de la population mondiale habite dans un pays importateur net. » Et la dépendance augmente dans de nombreux pays, notamment en Afrique et au Moyen-Orient.

Le gaspillage alimentaire reste un enjeu majeur

Depuis dix ans, la faim ne baisse plus dans le monde. Le nombre et le pourcentage de personnes sous-alimentées ne cessent d'augmenter depuis 2013. 2,3 milliards de personnes sont en insécurité alimentaire grave, dont 700 à 800 millions de personnes ont faim (chiffres 2021). « Le gaspillage alimentaire reste un enjeu majeur. C'est pour cette raison que nous sommes investis dans Solaal. » À l'échelle mondiale, 30 % de la nourriture produite dans le monde est perdue ou gaspillée chaque année. On estime à 14 % les pertes entre la récolte et la vente au détail, à 17 % les déchets dans les poubelles des ménages, des restaurants et des détaillants.

Dans ce panorama mondial, la France a-t-elle un rôle à jouer ? Premier territoire agricole d'Europe

malgré la perte de 6 millions d'hectares en 70 ans, elle possède de nombreux atouts : « Un territoire fertile et varié, des climats variés et tempérés, des infrastructures, des filières organisées, des industries agroalimentaires qui tournent bien, des agriculteurs formés, compétents et bien accompagnés, mais en voie de disparition. »

En 1946, 7 millions d'agriculteurs nourrissaient 40 millions de Français, soit 5,5 personnes nourries par agriculteur. En 2020, 490 000 agriculteurs nourrissaient 67,4 millions de Français soit 138 personnes nourries. En 2044, ils ne seront plus que 300 000 agriculteurs pour nourrir 69,3 millions de Français, soit 231 personnes nourries. Et le Green Deal ne va rien arranger...

Une dépendance croissante

Les trois champions de la balance commerciale française sont le blé, le vin et le lait. « Nous faisons partie du top 10 des exportateurs mondiaux pour le blé. Mais pour combien de temps encore ? » Notre dépendance au marché international s'accroît : riz, huile de palme, fruits tropicaux, thé, café, cacao, mais aussi viande bovine, fruits et légumes frais, poulet, viande ovine, soja, etc. Cela pose question, car nous sommes aussi dépendants sur notre amont : énergie, engrais, machinisme, logiciels... et main-d'œuvre. Aujourd'hui, nous



La conférencière Marie Casenave-Péré a passé en revue des faits récents, révélateurs des bouleversements géopolitiques et climatiques en cours.

© Nicolas Bernard

importons 20 % de ce que nous mangeons, et même 30 % en produits bios. Jusqu'à quel niveau la dépendance est-elle acceptable ?

« Comment faire pour maintenir notre productivité, retrouver de la compétitivité et du revenu, nécessaire pour installer nos enfants dans un contexte où la pression environnementale est très forte et les enjeux climatiques très prégnants ? Cela dépendra des choix politiques », insiste Marie Casenave-Péré.

Eugène Schaeffer, ancien président de la Chambre d'agriculture Alsace, a apporté son éclairage : « Il faut un sursaut de l'Europe pour qu'elle puisse conserver sa souveraineté alimentaire. Sinon, nous serons totalement dépendants des exportations, comme nous le sommes déjà dans le secteur pharmaceutique. Il faut prendre le taureau par les cornes. »